

OBSERVATION PACA CONJONCTURE

L'essentiel de l'emploi et de l'économie

2018, UNE ANNÉE FAVORABLE POUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI MALGRÉ UN 4^e TRIMESTRE EN DEMI-TEINTE

En Provence - Alpes - Côte d'Azur, le 4^e trimestre est marqué par une stabilité de l'emploi salarié et une augmentation des Déclarations préalables à l'embauche (DPAE). Le taux de chômage et l'Indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) diminuent. Fin 2018, tout comme pour le début 2019, le contexte économique international reste pesant mais l'activité nationale et régionale serait soutenue par la demande intérieure des entreprises et des ménages. Globalement, l'année 2018 a été porteuse pour l'emploi et le marché du travail.

EMPLOI ET CHÔMAGE

L'emploi tend à se figer

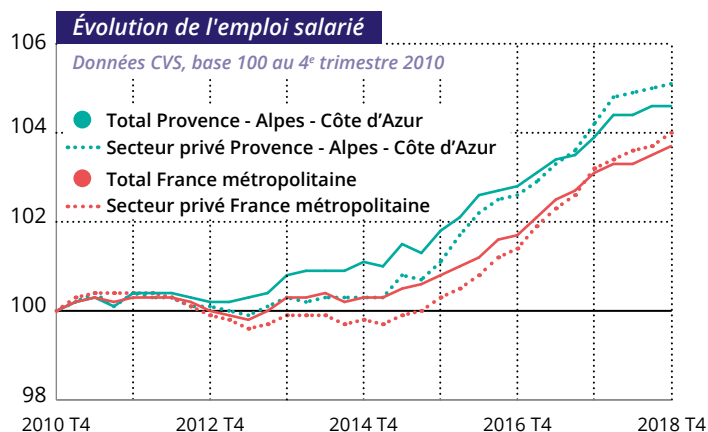
L'emploi salarié ralentit en 2018

Au 4^e trimestre 2018, l'emploi salarié se stabilise en Provence - Alpes - Côte d'Azur. Si le secteur privé crée encore près de 1 000 emplois (+0,1 %), le secteur public en perd environ 400 (-0,1 %). Au 31 décembre, la région compte 1 846 100 salariés. En 2018, 13 200 emplois salariés ont ainsi été créés (+0,7 %), après +18 500 en 2017 (+1,0 %). L'intérim représente 600 emplois (+1,2 %), contre 6 800 un an plus tôt (+15,5 %).

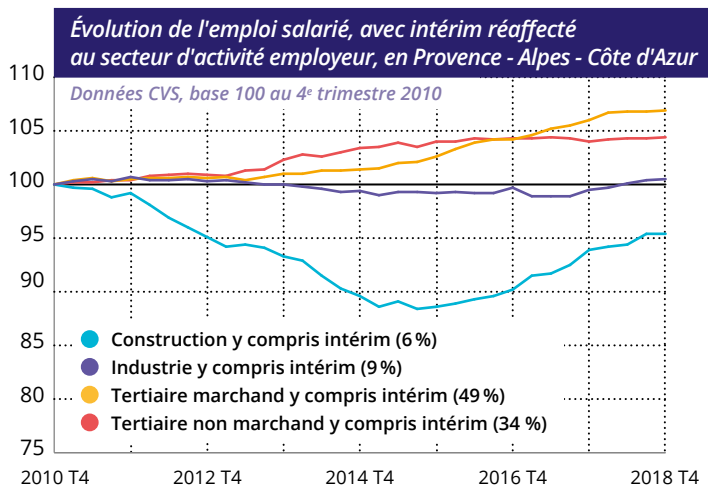
En réaffectant chaque intérimaire à son secteur d'activité employeur, l'emploi ne progresse plus dans le **tertiaire marchand** depuis deux trimestres. Sur l'ensemble de l'année, les besoins de main-d'œuvre ralentissent (+0,8 %, après +1,8 % en 2017). La décélération est particulièrement marquée dans le *Commerce* (+0,2 %, après +1,4 %), les *Transports et entreposage* (+1,1 %, après +2,3 %), l'*Hébergement-restauration* (+0,5 %, après +2,2 %) et les *Activités de soutien aux entreprises* (+2,1 %, après +4,3 %). L'*Information-communication* est le seul sous-secteur où la demande de travail accélère (+5,1 %, après +2,9 %). En revanche, celle-ci se contracte dans les *Activités financières et d'assurance* (-1,3 %, après une stabilité), les *Autres activités de services* (-0,6 %, après -2,1 %) et les *Activités immobilières* (-1,7 %, après -1,3 %). Dans le **tertiaire non marchand**, le nombre de salariés y compris intérim reste stable au 4^e trimestre et ce pour le troisième trimestre consécutif. Il progresse de +0,3 % sur l'année 2018, après avoir diminué de -0,2 % en 2017.

Avertissement : Depuis la publication de juillet 2018 portant sur le 1^{er} trimestre 2018, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) sont étendues à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés aux salariés du secteur marchand, ceux du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les salariés du tertiaire non marchand travaillent dans l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine ou l'action sociale. Parmi eux, 70 % relèvent du secteur public, les autres exercent une activité non marchande dans le privé (soutien scolaire, médecin, etc.). Par ailleurs, depuis la publication de juillet 2017 portant sur le 1^{er} trimestre 2017, les données sont établies par l'Insee en coproduction avec l'Acoss (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

Enfin, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du Bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.



Source : Insee, estimations d'emploi - Acoss-Urssaf, Dares, Insee, estimations trimestrielles.
Champ : emploi salarié en fin de trimestre.
Note : données provisoires.



Source : Insee, estimations d'emploi - Acoss-Urssaf, Dares, Insee, estimations trimestrielles.
Champ : emploi salarié en fin de trimestre.
Note : données provisoires.



**+ 0,7 %
de créations
d'emploi en un an,
soit + 13 200 emplois
supplémentaires**

**Un moindre recours
à l'emploi intérimaire
en 2018**

**+ 3,0 % de DPAE
sur un an**

Au 4^e trimestre, l'emploi y compris intérim dans l'**industrie** évolue de +0,1%, après +0,3% au trimestre précédent. Au total en 2018, il se redresse (+1,1%), après une légère baisse en 2017 (-0,2%). La croissance redémarre dans le *Raffinage ; industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution* (+2,7%, après -1,9%) et la *Fabrication de matériels de transport* (+0,7%, après -4,8%). Elle accélère dans l'*Industrie agroalimentaire* (+1,9%, après +0,5%) et la *Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines* (+1,1%, après +0,5%). En revanche, elle se stabilise dans la *Fabrication d'autres produits industriels* (après +1,2%).

Dans la **construction**, les besoins de main-d'œuvre décélèrent fortement : +1,6%, après +4,1% en 2017. Au 4^e trimestre, le nombre de salariés y compris intérim se stabilise (après +1,1% au 3^e trimestre), alors qu'il ne cessait d'augmenter depuis presque trois ans. Ce coup d'arrêt s'explique par la destruction de 390 emplois intérimaires, compensée par la création de 400 emplois hors intérim. Le taux de recours à l'intérim diminue de 0,3 point et atteint 12,7% fin 2018.

En France métropolitaine, l'emploi salarié progresse de +0,2% au 4^e trimestre 2018 (après +0,1%) soutenu par le secteur privé (+0,3%), tandis que les effectifs se maintiennent dans le secteur public. Malgré cette nouvelle hausse, sa croissance annuelle est

divisée par deux par rapport à 2017 (+0,6% en 2018, après +1,3%). La baisse de l'emploi intérimaire contribue à ce fort ralentissement (-3,5%, après +17,8%).

Les déclarations d'embauche continuent de progresser

Les Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmentent de +1,7% au dernier trimestre 2018, cependant tous les types de contrats ne sont pas concernés.

Les CDI, qui représentent 16% des déclarations, progressent timidement de +0,5% (+2,6% le trimestre précédent). Les contrats en CDD de moins d'un mois évoluent de +3,0% et regroupent 67% des promesses d'embauche. *A contrario*, ceux de plus d'un mois diminuent de -2,1% au 4^e trimestre. Sur un an, les DPAE ont évolué de +3,0%. Le secteur de l'*Hébergement-restauration* est le plus dynamique avec +3,0% de ses DPAE par rapport au trimestre précédent. Les *Services*, qui regroupent 62% des déclarations, voient ses embauches évoluer de +2,3%. Les autres secteurs sont en recul, notamment celui du *Commerce* (-3,0%).

Les entreprises de 50 salariés ou plus sont très dynamiques au 4^e trimestre avec une évolution de +2,5% par rapport au trimestre précédent. En revanche, les TPE progressent peu (+0,8%), mais elles regroupent 36% des déclarations et les CDI représentent 20% de leurs embauches.

Des signaux encourageants sur le marché du travail

Une forte baisse du taux de chômage fin 2018

En Provence - Alpes - Côte d'Azur, le taux de chômage localisé recule de -0,4 point au 4^e trimestre 2018, après une légère hausse de +0,1 point au 3^e trimestre. Il s'établit ainsi à 10,2% de la population active, son plus bas niveau en huit ans (-0,2 point par rapport à fin 2017).

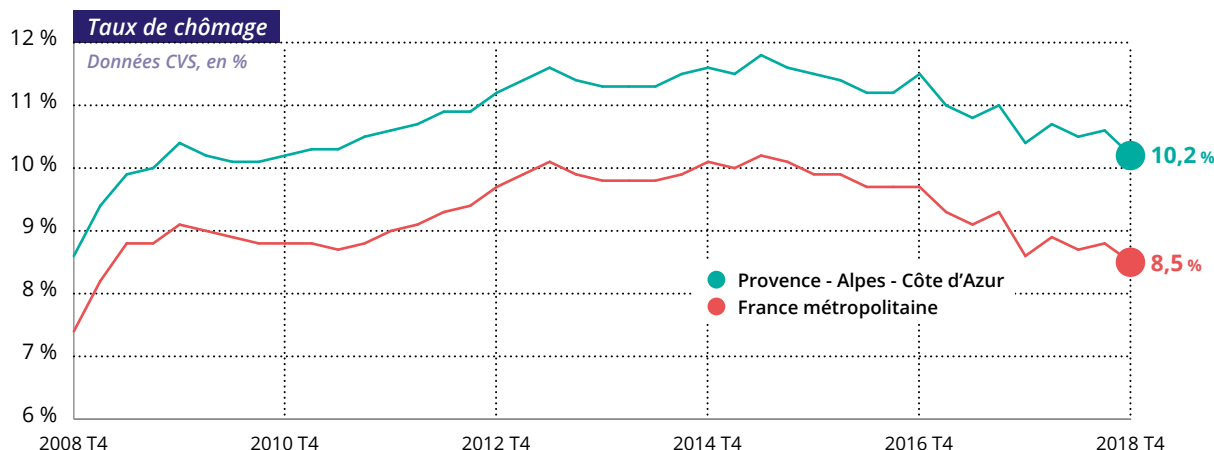
Tous les départements sont concernés par ce recul annuel, à l'exception des Hautes-Alpes où le taux de chômage se stabilise (8,4%). La diminution est la plus marquée (-0,3 point) dans les Alpes-Maritimes (9,4%), et elle est semblable à la région (-0,2 point) dans les Bouches-du-Rhône (10,6%) et dans le Vaucluse (11,5%). Elle est la plus modérée (-0,1 point) dans le Var

(9,9%) et les Alpes-de-Haute-Provence (10,8%).

En France métropolitaine, le taux de chômage baisse de -0,3 point au 4^e trimestre 2018 et s'établit à 8,5% de la population active. Sur un an, le repli est plus faible qu'en région (-0,1 point).

Après 10 ans de hausse, la demande d'emploi tend à se stabiliser fin 2018

Au 4^e trimestre 2018, Provence - Alpes - Côte d'Azur compte en moyenne 499 500 demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories A, B, C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite ou sans activité), soit 1 000 de plus qu'un an auparavant. Pour le quatrième trimestre consécutif,



Note : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee - Taux de chômage au sens du BIT (national), taux de chômage localisé (régional).

la croissance annuelle de la demande d'emploi décélère (+0,2 %, après +1,6 % au 3^e trimestre 2018).

Pour la première fois en dix ans, la demande d'emploi des hommes recule sur un an (-0,9 %, après +0,2 %). Elle continue à augmenter chez les femmes, à un rythme toutefois ralenti (+1,3 %, après +3,1 %). Après deux ans de hausse, elle baisse légèrement chez les moins de 25 ans (-0,1 %, après +1,8 %).

Elle poursuit sa décélération chez les 50 ans ou plus (+2,7 %, après +3,8 %) et les inscrits depuis un an ou plus (+5,6 %, après +7,6 %). Enfin, la baisse du nombre d'inscrits depuis moins d'un an se renforce (-4,0 %, après -2,8 %).

En France métropolitaine, la demande d'emploi enregistre sa première baisse annuelle en dix ans (-0,3 %, après +0,6 %). Le nombre d'hommes et de jeunes continue de se replier, à des rythmes plus soutenus qu'en région. Les évolutions pour les femmes, les seniors et par durée d'inscription sont, elles, comparables au niveau régional.



Taux de chômage de 10,2 %, - 0,2 point sur un an

+ 0,2 % de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) sur un an

376 400 reprises d'emploi d'une durée d'un mois ou plus sur un an

Stabilité annuelle des reprises d'emploi

Au cours du 4^e trimestre 2018, plus de 85 400 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B ont accédé à un emploi

L'ICDC est un indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.

d'un mois ou plus, soit une hausse de +0,1 % par rapport au 4^e trimestre 2017. Sur 12 mois glissants, cela représente près de 376 400 reprises d'emploi (+3,5 % par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B diminue de -0,2 %. 16 800 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont retrouvé un emploi.

Il s'agit de la classe d'âge ayant le plus profité des reprises d'emploi avec un taux de 11 % (7,9 % pour les 25-49 ans et 4,2 % pour les 50 ans et plus). Deux tiers des reprises d'emploi concernent des demandeurs d'emploi avec moins d'un an d'ancienneté.

L'Indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'est stabilisé en 2018

Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 4^e trimestre 2018, un demandeur d'emploi de la région resterait, en moyenne, inscrit plus d'un an (368 jours) sur les listes de Pôle emploi, soit 6 jours de moins ce trimestre. Toutefois, l'ICDC régional s'est stabilisé sur un an (-1 jour). À l'exception des seniors (+28 jours) et des hommes (+4 jours), les autres catégories de population ont vu leur indicateur s'améliorer sur un an, surtout pour les femmes (-9 jours) et les jeunes (-8 jours).

Au niveau des départements, les ICDC des Hautes-Alpes (383 jours) et des Bouches-du-Rhône (372 jours) se sont le plus améliorés, observant chacun une baisse de deux semaines environ sur l'année. Dans les Alpes-Maritimes (340 jours), il se bonifie d'une semaine. En revanche, le Var (366 jours) et les Alpes-de-Haute-Provence (435 jours) ont vu leurs indicateurs se détériorer de deux à trois semaines. Quant au Vaucluse (393 jours), il reste stable en 2018.

ZOOM SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL TERRITORIALISÉ

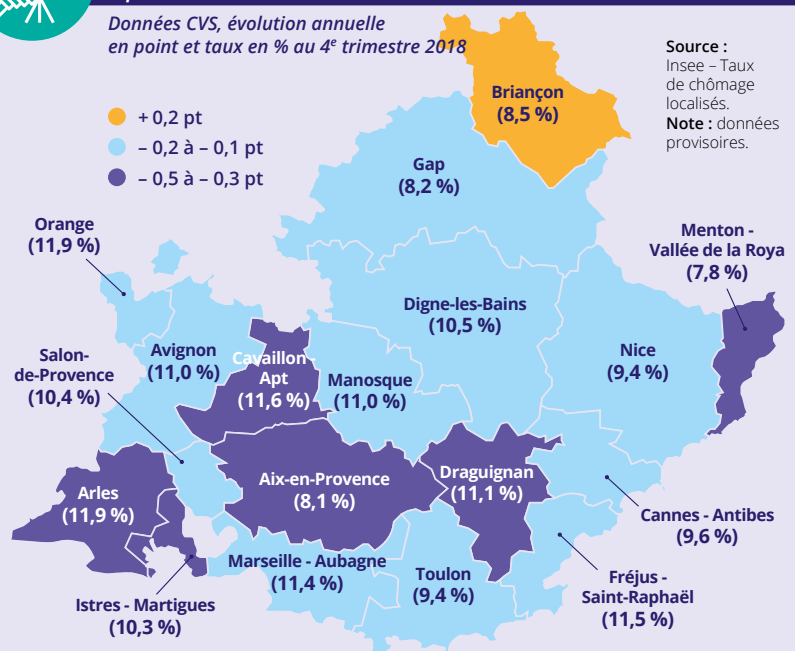
Un repli du taux de chômage dans la quasi-totalité des zones d'emploi de la région

À l'exception de Briançon (8,5 %) où il augmente légèrement sur un an (+0,2 point), le taux de chômage recule dans toutes les zones d'emploi de la région. Le repli est le plus prononcé (-0,5 point) dans les zones de Menton - Vallée de la Roya (7,8 %), Istres - Martigues (10,3 %) et Arles (11,9 %), qui enregistre fin 2018 son taux le plus bas en presque dix ans. Il est un peu plus modéré (-0,3 point) dans les zones d'Aix-en-Provence (8,1 %), Draguignan (11,1 %) et Cavaillon - Apt (11,6 %). Dans les autres territoires, la baisse du taux de chômage oscille entre -0,2 et -0,1 point, proche de l'évolution régionale.



Évolution du taux de chômage par zone d'emploi en Provence - Alpes - Côte d'Azur entre le 4^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2018

Données CVS, évolution annuelle en point et taux en % au 4^e trimestre 2018



Source : Insee - Taux de chômage localisés. Note : données provisoires.

Provence - Alpes - Côte d'Azur : 10,2 % (- 0,2 pt)
France métropolitaine : 8,5 % (- 0,1 pt)

En France, la demande intérieure porte l'activité économique, face à un faible régime dans la zone euro

Au cours du 4^e trimestre 2018, l'environnement international s'est assombri. Le commerce mondial a été pénalisé par le recul des échanges extérieurs chinois lié au renforcement des droits de douanes des États-Unis.

L'activité en zone euro peine fin 2018. Début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort et permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro évoluerait alors de +0,3% par trimestre.

Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du *Brexit* perdurent ; la croissance se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de *Hard Brexit*.

La France, moins exposée aux turbulences du commerce mondial, résiste un peu mieux. La croissance se maintient à +0,3% au 4^e trimestre et le taux de chômage repart à la baisse.

L'économie française gagnerait un peu de vitesse au 1^{er} semestre 2019 (+0,4% de croissance par trimestre après +0,3% au 4^e trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout dans les services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après d'importantes livraisons aéronautiques fin 2018. En moyenne annuelle, la croissance pour la France serait de +1,1% à mi-2019, après +1,6% de croissance pour 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

L'économie régionale croît modérément en ce début d'année

À la fin du 1^{er} trimestre 2019, la **production industrielle** a peu évolué suite à des incidents techniques et à une moindre demande internationale.

Alors que les secteurs de la *Métallurgie et de l'Industrie agroalimentaire* évoluent favorablement, les filières de la *Fabrication de matériels de transport*, de l'*Industrie électronique* et de la *Chimie* marquent ponctuellement le pas.

Au final le taux d'utilisation des capacités de production s'établit à 78% (-3 points par rapport à décembre 2018) et se situe en deçà de sa moyenne de longue période (82%).

Dans les **services marchands**, principale composante de l'économie régionale en termes d'emplois, le niveau des transactions demeure sur des évolutions contenues dues à une demande peu soutenue. Les secteurs du *Transport*, de l'*Hébergement*, de la *Communication*, du *Nettoyage industriel* et de l'*Ingénierie* enregistrent des évolutions contrastées.

Avec une demande privée et publique orientée à la hausse, la production dans la **construction**, plus particulièrement dans le second œuvre, et dans les travaux publics est en progression.

À court terme, seuls la construction et les travaux publics devraient progresser alors que l'industrie et les services marchands devraient faiblement évoluer.

Baisse des demandeurs de délai

Au cours du 1^{er} trimestre 2019 en région, 3 325 entreprises ont demandé un délai à l'Urssaf pour le paiement de leurs cotisations (1,8% des entreprises). En un an, les demandes ont baissé de -23%.

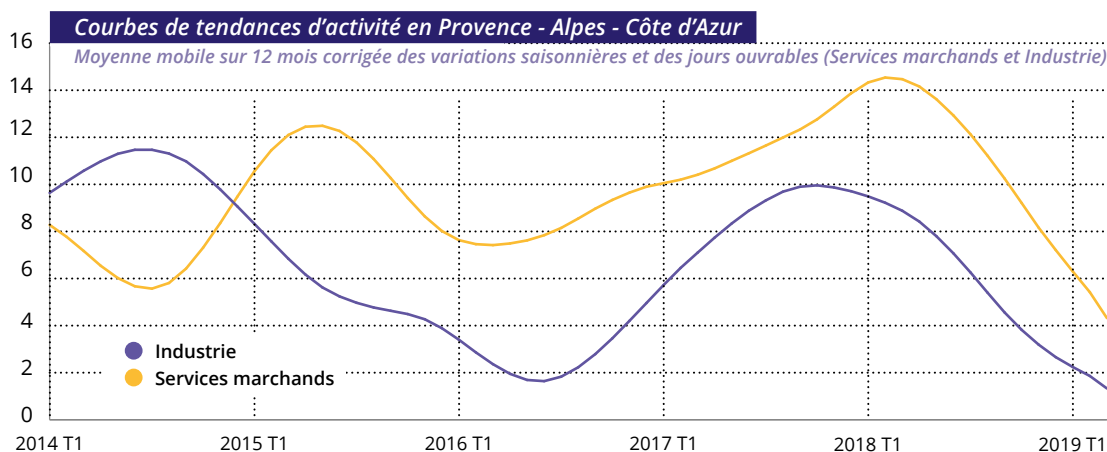
Cette amélioration concerne uniquement les entreprises de moins de 10 salariés (-34% sur un an).

Tous les secteurs sont concernés, mais plus particulièrement ceux de la *Construction* (-39%) et de l'*Hébergement-restauration* (-36%).



Progression
du bâtiment et des
travaux publics

.....
Baisse des demandes
de paiement dans les
entreprises de moins
10 salariés



Note : Les courbes de tendance s'appuient sur le volume de production dans l'industrie et sur le volume des affaires dans les services marchands.

Source : Banque de France.

LES ÉTUDES VUES EN PLÉNIÈRE



Provence - Alpes - Côte d'Azur, région de prédilection des professionnels libéraux

Provence - Alpes - Côte d'Azur est la région la plus dense en professionnels libéraux : en 2015, elle en compte 1 996 pour 100 000 habitants. Cette densité est particulièrement élevée dans le domaine de la santé. Entre 2010 et 2015, le nombre de professionnels libéraux a fortement progressé, porté par la féminisation et le développement du régime de l'auto-entrepreneur, devenu ensuite micro-entrepreneur. Les micro-entrepreneurs sont plus jeunes que les professionnels libéraux classiques et exercent plus souvent une activité salariée en parallèle. Bien plus élevés que ceux des micro-entrepreneurs, les revenus d'activité des professionnels libéraux classiques varient grandement selon les secteurs. Les femmes gagnent en moyenne un tiers de moins que les hommes.

Insee Provence - Alpes - Côte d'Azur

Anton Monsef
Pascale Rouaud

ORM

Anne-Sophie Dumortier



POWERPOINT



ÉTUDE



Qui sont les professionnels libéraux en Provence - Alpes - Côte d'Azur ?

Quel est le point commun entre un avocat, une infirmière, un consultant et un moniteur d'escalade ? Ils peuvent tous exercer leur activité professionnelle en ayant le statut de professionnel libéral, voire en ayant un double statut (professionnel libéral et salarié). On parle généralement des professionnels libéraux comme s'il s'agissait d'une catégorie d'actifs homogène. Il n'en est rien, bien au contraire ! Tout l'intérêt de cette étude est donc de clarifier ce statut, d'estimer les emplois concernés, de voir comment ils évoluent et de caractériser les professionnels qui exercent sous ce statut.

ORM

Anne-Sophie Dumortier
Somoudom Inthavong



POWERPOINT



ÉTUDE



261 500 intentions de recrutement pour la région Provence - Alpes - Côte d'Azur en 2019

L'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) est réalisée avec le concours du Credoc depuis 2001. Cette enquête mesure

les intentions de recrutement pour l'année à venir, qu'il s'agisse de créations de postes ou de remplacements. Les secteurs qui concentrent le plus d'intentions de recrutement sont : les services (70 %), le commerce (12 %) et l'agriculture-industrie agroalimentaire (10 %). 44 % des projets de recrutement sont saisonniers.

Pôle emploi Provence - Alpes - Côte d'Azur



POWERPOINT



ÉTUDE

NOTES DE



CONJONCTURE



TÉLÉCHARGER

→ Insee conjoncture Provence - Alpes - Côte d'Azur, avril 2019

→ La note de conjoncture de la Direccte Provence - Alpes - Côte d'Azur, avril 2019

→ Statistiques et indicateurs - Pôle emploi, avril 2019

→ La conjoncture en Provence - Alpes - Côte d'Azur - Banque de France, avril 2019

→ Stat'Ur PACA - Urssaf, avril 2019

→ Solvabilité des entreprises et sauvegarde des emplois - AGAM, à paraître

Observation PACA Conjoncture

Mis en place en mars 2009 pour observer et anticiper les effets de la crise en Provence - Alpes - Côte d'Azur dans les domaines de l'économie, de l'emploi et sur le marché du travail, le dispositif « Observation PACA Conjoncture » (OPC) est **un réseau d'experts de la conjoncture régionale animé par l'ORM** et constitué de **la Région, la Direccte, Pôle emploi, la DR Insee, la Banque de France et l'Urssaf**.

Ce réseau a pour vocation d'élaborer **des diagnostics conjoncturels partagés** en confrontant les données et les analyses. Il s'agit également d'un **lieu d'échanges – ouvert aux acteurs de l'observation en région** – sur les statistiques conjoncturelles comme sur les aspects méthodologiques, et de construction de **connaissances partenariales** et multithématiques.

Par le caractère opérationnel de ses productions, OPC a également pour objectif de **répondre aux besoins des décideurs** en éclairant les évolutions économiques de court et moyen termes en région et dans les territoires infrarégionaux.

OPC c'est :

- Chaque trimestre, une réunion technique, une séance plénière et la diffusion d'un communiqué cosigné par les membres du réseau.
- Un site Internet dédié : www.observation-paca-conjoncture.org

Directeur de publication

Philippe Cottet

Réalisation

Groupe technique d'OPC

Conception graphique - PAO

www.gachwell.com

Rédaction finalisée le 24 avril 2019



Direccte
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Observatoire Régional des Métiers